

## CAFÉTÉRIA EN PÉRIL

Nous, soussigné.e.s étudiant.e.s, professeur.e.s, employé.e.s de soutien, professionnel.le.s, dénonçons par la présente les conditions de travail des employé.e.s de la cafétéria ainsi que la gestion déficiente de ce service que nous considérons fondamental au sein du collège Lionel-Groulx.

Les employé.e.s de la cafétéria, à cause d'une mauvaise gestion de leur employeur, contractuel du Collège Lionel-Groulx, se voient couper des heures, voire des semaines de travail, suggérer de prendre des congés sans solde. L'objectif de l'employeur – qui détient aussi la librairie Coopsco - est de réduire la masse salariale qui serait, selon un analyste financier, trop importante considérant les profits qu'il est possible de réaliser avec un service de ce genre. Il faut savoir que ces employé.e.s sont payé.e.s en moyenne 13 \$ de l'heure, ce qui est révoltant en soi compte tenu qu'il s'agit d'un salaire qui ne permet pas de vivre décemment. Toutefois, comme ces employé.e.s sont syndiqué.e.s à la CSN, leur salaire est l'un des plus élevés que leur catégorie d'emploi leur permet d'avoir. Ces emplois traditionnellement féminins sont déjà sous-évalués, il est pour nous hors de question de les précariser davantage alors que le Collège devrait s'enorgueillir d'héberger un syndicat de travailleuses qui défende des conditions de travail équitables. Nous appuyons donc ces employé.e.s dans toutes leurs revendications (leur convention collective est en renégociation depuis septembre 2015).

Coopsco a cumulé plus de 400 000 dollars de déficit – cafétéria et librairie confondues - malgré des employé.e.s dévoué.e.s qui désirent s'impliquer davantage dans la gestion de la cafétéria. Coopsco a établi un plan de redressement qui s'appuie entre autres sur ces principes : diminuer la masse salariale, augmenter le nombre de machines distributrices dans le cégep, diminuer les heures d'ouverture.

Depuis des mois, voire des années, la situation à la cafétéria se dégrade : une offre toujours plus grande de sucreries, de croustilles et de boissons sucrées y a fait son entrée, alors que la cafétéria doit suivre la « politique alimentaire et la lutte contre la malbouffe » au cégep. Les usagers attendent de recevoir des aliments ayant une haute valeur nutritionnelle, ce qui n'est pas le cas, à des prix plus raisonnables – prenons notamment les crudités -, et ce n'est qu'à cette condition qu'ils recommenceront à fréquenter assidûment, comme cela était le cas auparavant, la cafétéria.

Afin d'illustrer les mauvais choix de gestion, l'exemple du café Java est probant : ce café offrait auparavant des sandwiches préparés le matin même, des salades, et était si populaire que nous vidions quotidiennement les frigidaires de tout ce que les employé.e.s y avaient préparé. Nous y étions servis vite et bien, comme le demande un milieu de travail exigeant où nous n'avons parfois que 10 minutes de liberté. Cependant, la Coopsco a décidé de fermer carrément ce café sous prétexte qu'il n'était pas rentable, au lieu de modifier simplement quelques facteurs, comme la composition des salades, ou leur prix. Sous la pression d'une pétition, et plus d'un an plus tard, ce café a rouvert cette session avec une kyrielle de problèmes : les sandwiches ne sont pas préparés à l'avance – les clients font la file et partent parce qu'ils n'ont pas le temps d'attendre - ; les aliments exposés sont des tranches de gâteau au chocolat ; une machine à espresso a été ajoutée, ce qui ralentit davantage le service ; il n'y a qu'une seule employée à ce poste en général alors qu'avant elles étaient deux.

Cela n'est qu'un des nombreux exemples qui confirment que la responsabilité de la débâcle du service de la cafétéria n'appartient qu'à sa Direction, et qu'en rien ses employé.e.s ne doivent en pâtir. Nous

